



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

budget

Question au Gouvernement n° 2749

Texte de la question

DÉFICITS PUBLICS

M. le président. La parole est à Mme Marie-Christine Dalloz, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Marie-Christine Dalloz. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. Le 26 mars dernier, l'INSEE a publié les comptes des administrations publiques. En 2014, la France a enregistré un déficit s'élevant à 4 % de son PIB, alors que les prévisions s'étaient établies à 4,4 % puis 4,1 %. Selon l'INSEE, cette légère amélioration est « essentiellement liée » au recul du déficit des collectivités locales, dont les investissements se sont repliés de 4,8 milliards d'euros l'an dernier.

À cet égard, la poursuite des baisses drastiques des dotations laisse craindre le pire pour l'investissement en 2015. Nous en constatons déjà dans nos territoires l'effet néfaste pour les secteurs du bâtiment et des travaux publics. La France se distingue du reste de l'Europe par un niveau de déficit qui demeure nettement supérieur à la moyenne de la zone euro et de l'Union européenne. Grâce à des réformes structurelles, les pays voisins ont su réduire leur déficit public de façon significative.

Vous avez bénéficié d'une très faible inflation et du niveau très bas des taux d'intérêt, qui ont permis de réduire la charge du remboursement des intérêts de la dette de 1,7 %, soit 900 millions d'euros. La dépense publique a continué d'augmenter avec une hausse de 1,6 % en 2014, pour s'établir à 57,2 % du PIB : record historique et mondial ! En 2014, la dette publique a atteint 95 % du PIB. Chaque Français supporte dorénavant une dette publique de 30 727 euros !

Il ne suffit pas de parler de réformes, monsieur le Premier ministre, pour convaincre les Français que le Gouvernement a pris les bonnes mesures. C'est l'échec de votre Gouvernement qui a été sanctionné dimanche 29 mars lors des élections départementales. Tous les indicateurs économiques sont au rouge, et les Français l'ont bien compris. Quelles réformes structurelles envisagez-vous de lancer pour répondre à leurs angoisses et à leurs attentes ? Quand réagirez-vous, monsieur le Premier ministre ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé du budget.

M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget. Je vous remercie, madame la députée, de reconnaître que le déficit public était inférieur en 2014 à celui de 2013, comme l'a confirmé l'INSEE. Certes, il faut avoir la satisfaction modeste...

M. Claude Goasguen. Oui !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. ...mais il faut aussi que les Français aient le sentiment, contrairement à l'idée communément répandue, que les déficits se réduisent.

M. Yves Censi. Ils augmentent moins vite, voilà tout !

M. Olivier Marleix. C'est glorieux !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. Les causes en sont diverses. Nous n'allons pas ici nous livrer à un travail de commission, mais je tiens à signaler trois éléments qui, selon moi, pourraient recueillir notre assentiment. Tout d'abord, madame la députée, la dépense publique progressait de 3 % par an entre 2005 et 2012 ; elle a progressé de 0,9 % l'an dernier. Ce ralentissement très net est dû aux efforts que nous avons demandés à l'ensemble des acteurs publics, y compris les collectivités locales que vous avez évoquées.

Ensuite, je tiens à vous signaler l'amélioration des comptes sociaux. Mme la ministre de la santé a eu l'occasion de le dire : en quatre ans, le déficit du régime général, y compris le fonds de solidarité vieillesse, a diminué de moitié, passant de 27 à 13,5 milliards. Nous pouvons ensemble nous en féliciter, même s'il reste du chemin à parcourir.

Enfin, pour la première fois depuis 2009, les prélèvements obligatoires, c'est-à-dire l'ensemble des contributions que paient les Français, qu'ils soient citoyens ou entreprises, sont restés stables d'une année sur l'autre.

M. Yves Nicolin. Baratin !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. Ils augmentaient sans discontinuer depuis 2009, mais ils sont restés stables et nous prenons ici l'engagement – nous y reviendrons dans les prochains jours – d'aboutir à leur diminution en 2015. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Yves Nicolin. menteur !

Données clés

Auteur : [Mme Marie-Christine Dalloz](#)

Circonscription : Jura (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2749

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Budget

Ministère attributaire : Budget

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er avril 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [1er avril 2015](#)